

## Internet

# Un bonus de 36 millions pour la patronne de Yahoo

**Pour seulement six mois de travail au service du groupe américain, Marissa Mayer a reçu un salaire mirobolant**

Olivier Wurlo

En six mois, Marissa Mayer aura au moins réussi à remettre sous le feu des projecteurs Yahoo, le moteur de recherche en perte progressive de vitesse depuis plus de quatre ans. «Pour les analystes, la société américaine est aujourd'hui redevenue la *darling* du secteur, c'est-à-dire celle dont tout le monde re-parle», confirme Yves Gallati, analyste de la Banque Syz & Co. Depuis l'arrivée de la jeune CEO de 37 ans, le titre a d'ailleurs repris du poil de la bête, passant de 15 à 25 dollars.

## «Pas exceptionnel»

Hier, c'est le salaire de Marissa Mayer pour ses six premiers mois à la tête de Yahoo qui a fait jaser. Si son salaire tournant autour des 450 000 dollars et sa prime de performance de 1,12 million semblent être dans les normes, les 35 millions d'allocations exceptionnelles en actions laissent songeur au moment où Yahoo tente de calmer la colère de ses actionnaires en ce qui concerne sa politique de rémunération, jugée trop excessive. «Pour autant ce genre de pratique n'est pas exceptionnel, surtout lorsque dans un tel cas il s'agit de convaincre à quitter une entité saine et en pleine croissance (ndlr: Marissa Mayer est une ancienne de Google), pour un poste qui comporte énormément de défis», explique Yves Gallati.

Question défis, la jeune directrice, considérée comme l'une des



Marissa Mayer, jeune CEO de 37 ans, est considérée comme l'une des femmes les plus influentes du moment. CORBIS

## DailyMotion et la France

● Selon le *Wall Street Journal*, Yahoo a renoncé à acquérir le contrôle du site français de vidéo DailyMotion (le petit concurrent du site YouTube) devant l'opposition du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg à voir ce joyau du high-tech français passer en mains étrangères. «Je ne vais pas vous laisser vendre l'une des meilleures start-up françaises», avait lancé le ministre à Gervais Pellissier, le directeur financier de France Télécom, dont 27% du capital reste détenu par les pouvoirs publics français. Le ministre du

Redressement productif aurait affirmé avoir regretté que les groupes américains et français «n'aient pu aboutir à la conclusion d'un accord satisfaisant pour l'ensemble des parties». Son souhait était «qu'un partenariat entre Yahoo et Orange soit construit sur une base équilibrée, mutuellement bénéfique pour les deux entreprises», a-t-il précisé. Arnaud Montebourg a ajouté que son ministère restait «attaché à créer les conditions optimales du développement international de DailyMotion». **ATS**

femmes les plus influentes du moment, n'en manque effectivement pas. Yahoo est en train de vivre une pleine mutation de son core business. Faute de pouvoir résister à une concurrence de plus en plus forte (Google en tête), son activité «moteur de recherche» est en perte de vitesse constante.

Même si Marissa Mayer a assuré qu'elle était déterminée à faire progresser cette activité centrale pour Yahoo, d'autres actifs, notamment chinois, semblent plus prometteurs pour l'avenir du groupe et à même de compenser la contraction progressive de ses revenus publicitaires. En tête ses parts dans Alibaba, le géant de l'e-commerce chinois.

À la fin de l'année dernière, Yahoo avait d'ailleurs cédé la moitié des 40% qu'il détenait dans le groupe chinois pour 7,6 milliards de dollars. Une opération des plus profitable, vu qu'il avait déboursé 1 milliard en 2005 pour acquérir les 40% du géant chinois.

## Partie mobile

La partie mobile, dans laquelle la société américaine a pris énormément de retard, constitue aussi l'un des grands défis de Yahoo. «Notre croissance mobile s'accélère avec 300 millions d'utilisateurs contre 200 il y a encore trois mois», a tenté de rassurer Marissa Mayer au mois d'avril. «Concernant la rentabilisation de cette partie mobile, Yahoo va faire face aux mêmes difficultés que Facebook, à savoir comment en augmenter les marges», assure l'analyste de la Banque Syz & Co.

En 2013, selon les documents fournis à la SEC (autorité américaine de surveillance boursière), Marissa Mayer devrait être rétribuée à hauteur de 3 millions de dollars, dont 2 millions en prime si les objectifs visés sont atteints.

## Le point de vue

Yves Flückiger \*



## Une clause de sauvegarde illusoire

Ainsi donc le Conseil fédéral a cédé à la tentation protectionniste en activant la clause de sauvegarde. Tout a été dit de cette décision du point de vue politique. Décidée par la gauche et les milieux économiques, soutenue par les partis de droite et du centre. Elle est en tous les cas totalement inefficace du point de vue économique. Elle l'est pour quatre raisons au moins. Tout d'abord parce qu'elle ne concerne que les permis B. Dès lors, il y a fort à parier que les entreprises sauront trouver le chemin des permis L ou, plus encore, des permis G pour contourner cette clause, en attendant qu'elle devienne caduque.

Cela pourrait avoir d'ailleurs des effets inattendus pour Genève! Ou alors les employeurs retarderont leurs engagements de quelques mois pour échapper à cette contrainte. Cela risquera fort de provoquer, à terme, une hausse d'autant plus importante du nombre de permis B attribués. Cette décision est aussi inefficace parce qu'elle est limitée dans le temps à 12 mois. Elle l'est également parce que notre économie souffre d'une

pénurie de personnel qualifié. Elle a été soulagée par l'accord de libre circulation qui a permis de soutenir du même coup la compétitivité de l'économie suisse. Cette clause est inefficace finalement car tout système de quota implique un arbitrage entre des demandes concurrentes. Cela ne peut susciter qu'une mauvaise allocation des ressources comme l'histoire migratoire

«Une leçon d'histoire qu'il est utile de rappeler à nos autorités fédérales»

l'a amplement démontré au cours des années 60. Une époque où l'immigration suisse était régulée par un système compliqué de contingents, en faveur notamment des activités saisonnières. Ce modèle a contribué à renforcer en fait des secteurs pour lesquels l'économie suisse ne possédait pas d'avantage concurrentiel. Une leçon d'histoire qu'il est utile de rappeler à nos autorités fédérales.

\*professeur d'économie

## Les marchés boursiers

### Indices boursiers

INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	fermée		Stoxx 50	2726.56	+0.07%
SMI	fermée		Dow Jones	14700.95	-0.94%
CAO 40	fermée		Nasdaq	3299.13	-0.89%
FT 100	6451.29	+0.33%	Nikkei	13799.35	-0.44%
Xetra DAX	fermée		Shanghai comp.	fermée	
Euro Stoxx 50	2711.74	-0.01%	Bovespa	fermée	

\*VAR = Variation par rapport à la veille

### SMI (Swiss Market Index)

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB Ltd N	22.-d	-	+32.5	Richemont P	76.-d	-	+33.7
Actelion N	56.70d	-	+43.2	Roche BJ	232.-d	-	+40.6
Adeco N	49.20d	-	+13.1	SGS N	2235.-d	-	+25.4
CS Group N	25.85d	-	+21.6	Swatch Group P	532.50d	-	+25.0
Geberit N	225.30d	-	+17.5	Swatch Group P	74.30c	-	+30.7
Givaudan	1203.-d	-	+15.4	Swatch Group P	434.40c	-	+23.1
Holcim N	71.-d	-	+25.4	Syngenta N	395.60d	-	+22.2
Julius Baer N	36.25d	-	+4.5	Transocean N	48.-d	-	+5.0
Nestlé N	66.65d	-	+20.1	UBS N	15.71c	-	+33.7
Novartis N	68.90d	-	+38.6	Zurich Ins. N	258.50c	-	+16.0

\*VAR = Variation par rapport à la veille \*\*VAR = Variation sur un an

### Valeurs romandes importantes

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	6.70	+1.8	-29.5	Kudelski	12.-	+3.4	+84.9
Advanced Digital	14.05	-6.3	+27.1	Lem	562.-	-0.4	+14.2
APGSGA	230.-	-1.7	+42.9	Logitech	5.50	-7.1	-38.4
BCGE	235.-	-1.8	+10.8	Pargesa	64.40	-0.5	+5.8
BCV	522.-	-0.7	+3.6	Swissquote	135.-	-0.4	-4.3
Bque E.Rothschild	1850.-	-1.8	+15.5	Swissquote	989.-	-1.1	-15.5
Bobst	29.-	-0.9	+13.5	Temenos	31.-	+4.2	-11.3
Co.Fin.Tradition	49.50	0.0	-28.4	Vaudoise Assur.	21.50	-1.8	+27.2
Aevis	28.-	0.0	+27.3	Vetropack	343.-	-0.6	+20.4
Groupe Minoteries	331.-	+0.3	-38.7	Vetropack	1875.-	-0.5	+7.8

\*VAR = Variation par rapport à la veille \*\*VAR = Variation sur un an

### Métaux précieux

	ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG	ACHAT USD/OZ	VENTE USD/OZ
Or	42868.-	43368.-	1446.-	1446.80
Ag	690.90	705.90	23.40	23.45
Vreneli			246.-	276.-

### Pétrole

	CLÔTURE	PRÉC.
Mazout 100l à 15° (prix indicatif)	99.6	100.3
Essence Litre (s/p 95)	1.76	1.76
Brent Brut en USD par baril	99.39	102.37

### Monnaies (Billets)

	ACHAT	VENTE
Euro	1.1995	1.2615
Dollar US	0.9050	0.9770
Livre Sterling	1.4060	1.5060
Dollar Canadien	0.8990	0.9610
100 Yens	0.9210	1.0030
100 Cour. suéd.	13.9200	14.8800
100 Cour. norvég.	15.7800	16.9200
100 Cour. dan.	16.0100	17.1900

Retrouvez la Bourse en direct sur [www.24heures.ch/bourse](http://www.24heures.ch/bourse)

FINANZ und WIRTSCHAFT

## Swiss Respect attend de Berne plus d'intelligence

Deux semaines avant son 1<sup>er</sup> anniversaire, l'association tient son assemblée générale à Lausanne

Volontaires et critiques. Les membres de Swissrespect, association fondée le 16 mai 2012, continuent de manifester cette attitude. Notamment à l'égard des autorités fédérales, tout en prenant parfois l'Association suisse des banquiers comme cible. Ils ont encore démontré leur ferveur, hier, au Buffet de la Gare de Lausanne, lors de leur assemblée générale.

«Dans les négociations avec la France sur le projet de nouvelle convention sur les successions, Berne devrait comprendre qu'il est urgent d'agir, d'élaborer des contre-propositions techniques admissibles pour Paris. Autrement dit de faire preuve d'intelligence économique», prévient Benjamin Lebreton, avocat fiscaliste aux barreaux niçois et vaudois. Le juriste a en outre rappelé que 180 000 Suisses domiciliés en France sont actuellement menacés d'une imposition beaucoup plus lourde des biens dont ils hériteraient en Suisse: «Et ils ne sont pas tous pleins aux as.» Hôte de

Swissrespect, sans en être membre, Alessandro Bizzozero, associé chez BRP Bizzozero Partners SA, s'en est pris pour sa part aux risques d'excès de zèle du législateur suisse: «Celui-ci s'apprête à imposer de nouvelles obligations de diligence fiscale aux banques. Mais après l'adoption de la loi sur l'assistance administrative fiscale, le 28 septembre dernier, est-ce nécessaire? Légalement, non.»

Le juriste n'exclut toutefois pas une nécessité politique liée aux pressions d'autres Etats: «Faire cavalier seul sera cependant toujours mal interprété. Je trouverais donc plus pertinent d'observer les dispositions prises par les places concurrentes et, si l'on y voit une nécessité politique, de s'y conformer.»

Alessandro Bizzozero déplore en outre «un défaut grave». A ses yeux, le projet de révision de la loi sur le blanchiment ne prévoit pas de présomption de conformité fiscale dont les banques pourraient se prévaloir. «La présomption d'innocence régit pourtant toutes les relations juridiques et économiques dans nos cultures», rappelle ce spécialiste genevois en compliance (contrôle de conformité). **P.RK**

## Réchauffement GM met le turbo pour le climat

General Motors, le plus important constructeur automobiles américain, a appelé à son tour hier les Etats-Unis à faire davantage d'efforts pour lutter contre le réchauffement climatique, précisant que les questions environnementales étaient cruciales pour le commerce. GM est devenu le premier fabricant à se joindre à un groupe de 40 sociétés américaines qui ont lancé un appel commun aux élus de Washington. **AFP**

## Le chiffre

11,2 millions

C'est le montant, en euros, des revenus globaux de Carlos Ghosn, PDG de Renault-Nissan pour 2012. Il va toucher cette somme au titre de ses fonctions à la tête des deux constructeurs automobiles, a-t-on appris, hier, au cours de l'assemblée générale de Renault. Le Français Carlos Ghosn s'est vu octroyer, chez Renault, un salaire fixe de 1,23 million d'euros et, côté Nissan, 8,93 millions d'euros fin mars à la fin de l'exercice 2012-2013. **AFP**

## Il a dit

«L'économie mondiale ne croît pas assez vite pour créer les emplois qu'attendent des dizaines de millions de chômeurs»

Naoyuki Shinohara, directeur général adjoint du FMI



## MES

### La moitié du capital réunie

Le Mécanisme européen de stabilité (MES), le pare-feu de la zone euro, dispose de plus de la moitié de son capital après le versement par les Etats membres de leur troisième tranche, a annoncé hier le MES dans un communiqué. «Comme prévu, les 17 Etats membres de la zone euro ont versé la troisième tranche de capital au MES au 30 avril 2013. Le montant total de capital est ainsi passé de 32 milliards à 48 milliards d'euros», a indiqué le MES. **AFP**